

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Anarchisme et non-violence

Xavier Bekaert

Xavier Bekaert
Anarchisme et non-violence

Consulté le 18 décembre 2016 de kropot.free.fr

fr.theanarchistlibrary.org

Table des matières

| | |
|--|----|
| La fin et les moyens | 5 |
| Les différentes légitimations de la violence révolutionnaire . . . | 5 |
| <i>Plus il y a de violence, moins il y a de révolution</i> | 6 |
| La prétendue légitime défense | 7 |
| Réponses à quelques critiques | 9 |
| La révolution non-violente. | 12 |
| La non-violence comme résistance | 12 |
| La force psychologique de la non-violence | 12 |
| La servitude volontaire | 13 |
| La non-violence pour la révolution | 14 |
| Pour terminer... | 15 |

Un militant a un jour déclaré que si on essaie de faire la révolution à long terme plutôt qu'à coup de force, c'est que l'on respecte les hommes. Il se demandait donc s'il n'y avait pas moyen de faire une révolution qui respecte les hommes. Je voulais terminer sur cette interrogation qui m'a décidé à oser présenter ces quelques réflexions. Mon but principal était de défendre l'idée qu'il est impossible qu'une révolution libertaire puisse accoucher de la violence. J'ai également essayé de montrer qu'une révolution non-violente était pleinement concevable, et donc, qu'il devrait être possible de réconcilier la fin avec les moyens.

Cela ne risque pas d'être facile, mais qui peut bien croire que la révolution anarchiste soit quelque chose de facile à réaliser ?

L'utilisation de la violence est-elle bien nécessaire pour faire aboutir la révolution libertaire ?

La violence ne serait-elle pas plutôt contraire à l'idée même de révolution ? Est-ce que la non-violence n'apporterait pas justement une solution au problème de la fin et des moyens ?

Pour moi, une révolution réellement libertaire ne peut aboutir par la violence et ceci pour les mêmes raisons que celles invoquées par les anarchistes lorsqu'ils critiquent l'utilisation de structures autoritaires pour faire aboutir la révolution. C'est le point de vue que j'expose dans la première partie où je tente de réfuter les différentes justifications de la violence par les révolutionnaires. Dans la deuxième partie, j'essaie de répondre à deux des objections couramment faites à l'égard de la non-violence, que ce soit comme moyen de résistance à l'oppression ou comme tactique révolutionnaire. Dans la troisième partie, je fais remarquer que le choix de la non-violence ne se base pas uniquement sur des principes éthiques mais également sur des considérations d'ordre très pratique, telles que les rapports de force en présence et l'efficacité de la non-violence sur un plan purement pragmatique. Je termine cette partie en montrant que la stratégie non-violente se base aussi sur une analyse de la nature réelle du pouvoir, et donc des moyens nécessaires pour, non seulement le renverser, mais aussi l'abolir.

La fin et les moyens

Les différentes légitimations de la violence révolutionnaire

Parmi les révolutionnaires les deux justifications les plus largement répandues de l'usage de la violence comme moyen d'action sont les suivantes :

- La première pourrait se résumer en la fin justifie les moyens. Puisque la fin est juste, tous les moyens sont bons pour la faire aboutir, même si ceux-ci paraissent en contradiction avec le but poursuivi. Une guerre civile entre oppresseurs et opprimés est inévitable car les oppresseurs ne cesseront jamais leur domination s'il n'y sont pas contraints par la force. Pour faire triompher la révolution, il s'agit donc d'écraser les oppresseurs et de remplacer l'ancien système politique par celui décidé par les révolutionnaires, quitte au début à l'imposer par la force.

- La deuxième forme de légitimation de l'usage de la violence est la *légitime défense* envers la répression. Comme la répression contre-révolutionnaire ne manquera hélas jamais de se faire sentir, la violence paraît inévitable. Elle ne serait donc plus un choix délibéré de la part de ceux qui mènent les luttes mais un simple moyen de défense contre la réaction, qui porterait alors la responsabilité morale de cette violence puisque c'est elle qui en est l'origine.

Avec l'échec et l'effondrement du communisme, la première justification de la violence révolutionnaire est presque totalement tombée en désuétude, heureusement. Tant de massacre ont été commis au cours de ce siècle au nom d'un monde meilleur sans que ce dernier n'arrive, qu'il ne reste plus grand monde pour soutenir qu'il suffira d'une bonne hécatombe de méchants oppresseurs que pour que l'âge d'or descende sur terre. Il est tout de même intéressant de la réfuter car cette idée subsiste encore chez certains, et de plus ce n'est pas inutile car cela amène à aborder le problème de la fin et des moyens, base même de l'inadéquation de toute légitimation de la violence révolutionnaire.

Plus il y a de violence, moins il y a de révolution

Cette phrase est de Barthélémy de Ligt, un grand pacifiste libertaire hollandais, qui a toujours lutté contre toutes les formes de guerres, horizontales (= entre les nations) ou verticales (= entre les classes). En effet :

« Pour qu'on puisse la considérer comme ayant réussi, il faut qu'une révolution soit l'accomplissement de quelque chose de nouveau. Mais la violence et les effets de la violence, la violence en retour, le soupçon et le ressentiment de la part des victimes, et la création chez ceux qui l'ont perpétré, d'une tendance à employer encore plus de violence, - sont des choses hélas, trop familières, trop désespérément non révolutionnaires. Une révolution violente ne peut rien accomplir, si ce n'est les résultats inévitables de la violence, lesquels sont vieux comme le monde. »
(Aldous Huxley, *La fin et les moyens*, p.28).

Toute révolution n'est que le produit des moyens employés pour la faire aboutir. Les révolutions recourant à la violence engendreront donc toujours d'autres violences, de la même manière que l'usage de l'État autoritaire pour

cipes éthiques. Ce choix n'ignore ni les rapports de force en présence, ni la nature du pouvoir, ni les moyens nécessaires pour le renverser. La démocratisation d'un grand nombre de pays à travers la résistance civile, comme par exemple en Europe de l'Est, aux Philippines et en Afrique de Sud, démontre bien qu'une résistance non-violente pouvait amener des révolutions politiques nationales. Enfin, pour en revenir aux considérations de la première partie car c'est important, la stratégie non-violente n'ignore pas non plus la problématique fondamentale de la fin et des moyens. Il est vain, je le répète, d'espérer le succès d'une révolution libertaire en usant du moyen autoritaire par excellence qu'est la violence, parce que (en oubliant même les atrocités commises pour faire aboutir la révolution), pour se maintenir, une révolution violente a inmanquablement besoin d'encore d'autres violences, et d'une domination toujours accrue de ceux qui pourraient la mettre en péril. Comment dans un tel contexte mettre en place la libération des esprits nécessaire à une réelle révolution libertaire, qui serait non seulement politique et économique, mais aussi culturelle et sociale, dans laquelle toute forme de domination dans les rapports humains serait abolie ?

Pour sortir de ce problème apparemment insoluble, on peut se demander si tant que la violence semble indispensable à la révolution sociale, cela n'indique justement pas que les mentalités ne sont pas encore suffisamment préparées à la révolution libertaire intégrale. Cette dernière remarque ne doit certainement pas inviter à la passivité et à postposer sans fin la révolution car, au contraire, nous devons la faire dès maintenant, ici, dans le quotidien, partout, en la vivant par les idées et par les actes.

Pour terminer...

La non-violence me semble une méthode adéquate pour arriver à la révolution également car, tout d'abord, de par sa nature même, elle est une libération puisqu'elle permet de se libérer du cercle de la violence et de la violence en retour, et enfin la non-violence est déjà une révolution en soi puisqu'elle tranche de manière délibérée et radicale avec la société dans laquelle nous vivons, dont la violence constitue un des fondements.

ainsi plus facile la combinaison d'actions draconiennes de répression contre les deux en même temps
(Civilian resistance as a national defence : Non violent resistance against aggression, ouvrage collectif édité par A. Adam, p.205).

systematique, à l'échelle d'une société entière, de multiples pratiques de non-coopération, de désobéissance civile, de sabotage, de grève, devrait pouvoir mettre en échec le contrôle de toute société, sous quelque forme de domination que ce soit⁵. Cette hypothèse est tellement réaliste que des stratèges militaires ont même analysé cette question, afin d'élaborer, pour les nations qui souhaiteraient réduire leur armement mais qui répugnent à le faire de peur de se trouver à la merci du premier agresseur venu⁶, un système de défense fondé sur l'organisation planifiée de la résistance non-violente de toute la population⁷.

La nécessité de la constitution d'un mouvement de masse organisé (ce qui n'est pas contradictoire avec sa spontanéité) pour aboutir à une révolution violente pourrait sembler être un point faible de cette tactique étant donné la difficulté de le réaliser, seulement constituer un mouvement de masse est nécessaire aussi lorsque l'on fait le choix de la lutte armée (À moins de retenir des actes individuels tels que la propagande par le fait en vue de faire prendre conscience aux masses de la nécessité de la révolution sociale, on a pu voir l'efficacité de cette tactique qui a eu pour principal résultat d'assimiler dans l'esprit populaire anarchisme et terrorisme. Il reste aussi la tactique du coup de force par un mouvement minoritaire, qui devrait alors imposer une dictature provisoire, et puis... mais vous connaissez la suite) ?

La non-violence pour la révolution

Il semble donc que choisir la non-violence pour construire la révolution n'est pas complètement irréaliste et ne se base pas uniquement sur des prin-

frirait point, vous pouvez vous en délivrer si vous essayez, non pas de vous en délivrer, mais seulement de le vouloir faire. Soyez résolu de ne servir plus et vous voilà libres, je ne veux pas que vous le poussiez, ou ébranliez : mais seulement ne le soutenez plus, et vous le verrez comme un grand colosse, à qui on a dérobé la base, de son poids, de soi-même, fondre en bas et se rompre." (Discours de la servitude volontaire, p. 139).

⁶ Et aussi pour des raisons basement économiques puisque, selon le rapport 1998 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les dépenses économiques mondiales représentent 780 milliards de dollars par an alors que seulement 13 milliards de dollars sont dépensés par an dans le monde pour satisfaire les besoins alimentaires et sanitaires de base et 6 milliards pour fournir une éducation à tous.

⁷ Sur l'efficacité de la résistance non-violente, Basil Liddell cite le témoignage étonnant de généraux allemands après la seconde guerre mondiale : "Les formes violentes de résistance n'avaient pas été très efficaces ni gênantes pour eux, sauf dans des territoires vastes ou des zones montagneuses. (...) Leur témoignage montrait aussi l'efficacité de la résistance non-violente (...) Plus claire encore était leur incapacité à leur tenir tête. Ils étaient experts en violence et avaient été formés à s'occuper d'adversaires qui employaient cette méthode. (...) C'était un soulagement pour eux lorsque la résistance devenait violente et lorsque les formes non-violentes étaient mêlées à l'action de guérilla, rendant

aboutir à la libération de l'homme n'a jamais abouti qu'à perpétuer sa domination¹. De dire que « *l'emploi des moyens de guerre (...) rend injuste la cause la plus juste, puisque ceux qui s'y laissent entraîner ne peuvent faire autrement que de descendre au même niveau de violence brutale que ceux qu'ils combattent*². Même s'ils gagnaient, en fait, ils seraient condamnés fatalement à garantir les fruits de leur victoire par un système de défense violente toujours plus perfectionné, donc plus inhumain, et de s'embourber au point de n'en pouvoir sortir, dans le chemin de la destruction » (Barthélémy de Ligt, Pour vaincre sans violence, p.76).

Aucune forme de libération ne pourra jamais provenir de la violence, elle est de par sa nature même opposée à la liberté. Elle détruit ceux qui en sont les victimes mais elle asservit aussi ceux qui en font usage car celui qui a fait usage de la violence pour triompher ne pourra jamais s'en débarrasser, il devra toujours frapper plus fort ceux qu'il veut dominer.

La fin ne pourra jamais justifier les moyens car, au contraire, ce sont les moyens qui indiquent et révèlent toujours la fin³. Dès lors, comment une révolution qui se voudrait libertaire pourrait-elle user d'un moyen tel que la violence, qui est par essence même domination ?

La prétendue légitime défense

On peut tenter d'examiner l'autre argument utilisé dans la pratique révolutionnaire pour justifier le recours à la violence : la légitime défense. Ce n'est pas

¹ Il est clair que ce n'est pas tellement parce que ses buts étaient complètement mauvais que la révolution russe de 1917 a engendré le totalitarisme, mais parce que ses acteurs étaient dépourvus d'éthique politique, considérant qu'une fin bonne justifiait les moyens les plus violents et répressifs. Ce qui a amené le Tchèque Jacques Rupnik à écrire que "la fin du communisme, c'est aussi la fin du mythe (...) de l'accouchement dans la violence d'une société nouvelle, de l'idée que pour progresser il faut détruire son adversaire".

² "La guerre révolutionnaire est le tombeau de la révolution" selon Simone Weil. Par le mécanisme fatal de la lutte violente moderne, elle doit ou succomber sous les coups de la contre-révolution, ou se transformer elle-même en contre-révolution car la guerre moderne exige, vu l'énormité des moyens destructeurs mis en œuvre, une telle étatisation et militarisation de la révolution défendue qu'elle en serait atteinte elle-même dans son cœur. Comme exemple, pendant la guerre d'Espagne, si la CNT a effectivement soutenu, avec le POUM, le choix de continuer la révolution sociale et était contre la militarisation des milices; malgré tout, dès le mois de septembre 1936, sous prétexte "d'unité antifasciste", la CNT avait décidé de participer au Conseil de la Généralité qui n'était autre chose que le gouvernement catalan reconstitué. Ensuite, la CNT alla plus loin et participa au gouvernement central de Madrid : quatre anarcho-syndicalistes se retrouvèrent au conseil des ministres ! Des représentants de la CNT ont alors dû accepter des postes de chefs de corps d'armée, de chefs de la police, de directeurs de prison...

³ Selon Barthélémy de Ligt, "la maxime que le but sanctifie les moyens ne peut être approuvée

du droit de chacun de se défendre lors d'une agression directe de sa personne dont il est question ici (la quasi totalité des non-violents reconnaissent d'ailleurs la légitimité de ce droit en cas d'extrême nécessité), mais de l'utilisation politique de ce droit pour légitimer l'utilisation de la violence en prétextant une simple résistance à l'oppression de l'État.

La légitimation de la violence par l'appareil d'État constitue un des fondements de celui-ci. Le sociologue Max Weber définit même l'État comme « *une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé, (...) revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime* ». On pourrait d'ailleurs ajouter que l'État revendique la légitimité de toutes les formes de violence, dont la violence physique, mais y compris les violences morales telles que la privation de liberté ou les atteintes à la vie privée.

En temps de paix, ce sont uniquement les membres de sa police et de son armée qui sont les bénéficiaires et les tenants de cette légitimation. En temps de guerre, cette légitimation de la violence physique peut s'étendre à l'ensemble des citoyens. L'assassinat devient alors légal : il s'agit de "défendre la Patrie". Pour l'État, il y a donc deux formes de violence : une violence illégitime et illégale, celle des citoyens (en temps de paix), et une violence légitime et légale, la sienne, c'est-à-dire celle de ses représentants. C'est sur cette contradiction ignoble de l'État que se basent la plupart des révolutionnaires violents pour se légitimer. Leur violence ne serait qu'une réaction, un moyen de légitime défense vis-à-vis de celle de l'État. En se fondant sur la violence légale de l'État (considérée comme illégitime cette fois), pour justifier leur propre violence (dès lors devenue légitime à leurs yeux), comment ne se sont-ils pas rendu compte que par là ils ne faisaient que fonder leur propre contradiction, image inversée de celle de leurs ennemis oppresseurs.

Les révolutionnaires ne passent-ils pas un peu vite de la "légitime défense" à la "légitime violence" ? Toute violence reste toujours une violation de l'individu. Toute violence est domination, oppression d'un homme par un autre.

Et puis, en supposant que l'on ait recours à la violence uniquement comme moyen de défense à la répression, étant donné que cette dernière se fera inmanquablement sentir tôt ou tard, on est donc amené à considérer la violence comme inévitable. Toute révolution devrait donc nécessairement être fondée,

que dans ce seul sens : un but sacré exige des moyens sacrés. Le socialisme coïncidant complètement avec l'humanité (le sens de l'humain dans l'homme), ses moyens ne peuvent jamais entrer en contradiction avec elle, ni blesser cette humanité. C'est pourquoi la révolution doit apporter au genre humain la morale la plus supérieure, celle de la solidarité. Un véritable révolutionnaire ne peut jamais être ennemi envers

matériel de pouvoir user de la violence contre une telle tactique et l'avantage psychologique de pouvoir contester sa légitimité. Comme l'a dit D.A. Wells :

« Le groupe qui possède le pouvoir politique aura toujours le dessus sur les révolutionnaires lorsque arrive le moment de la justification de la violence. »

Mais mis à part sa grande force psychologique, l'argument principal en faveur de l'efficacité de la non-violence comme moyen de résistance, voire de révolution, est basé sur l'analyse de la servitude volontaire des peuples et de la nature réelle du pouvoir.

La servitude volontaire

Vous avez cru jusqu'à ce jour qu'il y avait des tyrans ? Et bien ! vous vous êtes trompés, il n'y a que des esclaves : là où nul n'obéit, personne ne commande.

Cette phrase d'Anselme Bellegarrique, un peu dure envers les opprimés, résume assez bien le problème de la servitude volontaire. Tout pouvoir, même quand il s'impose d'abord par la violence des armes, ne peut dominer et exploiter durablement une société quelconque sans la collaboration — active ou résignée — de la majeure partie de ses membres, et donc, par leur docilité, les peuples opprimés contribuent directement à leur oppression. Vladimir Boukovski, lorsqu'il tira les leçons de la résistance au totalitarisme soviétique, eut des mots assez semblables à Bellegarrique :

« Nous avons compris une grande vérité, à savoir que ce n'est pas le fusil, ce ne sont pas les chars, ce n'est pas la bombe atomique qui engendrent le pouvoir et le pouvoir ne repose pas sur eux. Le pouvoir naît de la docilité de l'homme, du fait qu'il accepte d'obéir. » (Et le vent reprend ses tours, p.35)

Mais alors, si ce n'est pas réellement la violence qui est à la base du pouvoir, il doit être possible de le renverser sans user de la violence. L'organisation

⁵ Étienne de la Boétie (1530-1563), qui fut le premier à dénoncer la servitude volontaire des peuples et à en tirer l'idée qu'il était possible de résister à la misère et à l'oppression autrement que par la violence et le meurtre, allait même plus loin et défendait l'idée qu'il suffirait de cesser de soutenir le pouvoir pour qu'il s'effondre : "De tant d'indignités, que les bêtes mêmes ne les souff-

La révolution non-violente.

La non-violence comme résistance

Tout d'abord, pour répliquer à ceux qui accusent les partisans de la non-violence de manquer de réalisme et de n'être que de tendres idéalistes perdus dans de grands principes éthiques, il me semble que lorsque l'on considère le gigantisme des forces répressives et des divers moyens de contrôle dont disposent actuellement les États ainsi que les autres structures autoritaires, c'est plutôt le choix de la violence et de la lutte armée qui paraît manquer de réalisme en ignorant complètement le rapport de force entre oppresseurs et opprimés.

Quelles sont les limites de l'action non-violente ? Beaucoup ne croient possible une résistance sans armes que si l'adversaire fait preuve d'une certaine retenue, comme dans un régime démocratique qui (en principe) régule sa propre violence. Pourtant, divers cas de résistance sans armes, tant dans l'Europe nazie puis communiste que dans plusieurs dictatures militaires du Tiers Monde, montrent que ce type de lutte peut se développer et remporter quelques succès, même contre des régimes très répressifs. Examinons la raison principale de ces réussites.

La force psychologique de la non-violence

La non-violence peut être un moyen très efficace de résistance à la répression, même dans des régimes dictatoriaux, car elle arrive, plus facilement qu'en cas de résistance violente, à créer la division chez l'ennemi et à obtenir le soutien de l'opinion publique. Cette grande force réside dans le fait que « l'engagement de ne pas recourir à la violence crée un climat psychologique très particulier, puisque les agents chargés de mettre en œuvre la répression ne craignent pas pour leur vie, alors que la lutte armée provoque au contraire chez eux, en raison du danger qu'ils courent, un renforcement de la "solidarité de corps". Une lutte sans arme favorise donc dans le camp adverse, des contradictions internes qui, dans d'autres circonstances, resteraient potentielles. L'action non-violente utilise à son profit les contradictions qu'elle perçoit chez l'ennemi, que ce soit au niveau de ses dirigeants ou de ses exécutants » (C. Mellon et J. Semelin, *La non-violence*, p.65). La non-violence déconcerte et discrédite l'opresseur aux yeux de tous. Par contre l'utilisation de la violence se révèle souvent contre-productive pour cette fin, l'État possédant à la fois l'avantage

même partiellement, sur la violence. La deuxième justification révolutionnaire de l'usage de la violence comme "moyen de défense" revient donc à soutenir une thèse semblable à la première mais sous une forme atténuée, car le recours à la violence n'y est plus un choix délibéré mais une simple riposte à celle de l'opresseur, qui en porterait donc toute la responsabilité morale. C'est à mon avis se débarrasser un peu trop facilement de toute forme de responsabilité et de plus, cela élimine de façon fort expéditive la possibilité d'une révolution non-violente (c'est à cette dernière que je m'attache dans la troisième partie).

Réponses à quelques critiques

Je réponds ici à deux des critiques les plus couramment faites à l'égard de la non-violence, elles reposent principalement sur des malentendus quant à la signification réelle de la non-violence. Les autres critiques rencontrées fréquemment, comme le manque de réalisme ou l'inefficacité de la tactique non-violente, sont traitées dans la troisième partie.

1. Si l'on accepte ce qui a été dit dans la première partie toute possibilité de révolution serait-elle condamnée, puisque les révoltés seront inévitablement amenés à renier dans la pratique l'idéal pour lequel ils combattent en recourant à la violence ? Ne reste-t-il donc qu'à se résigner, à accepter passivement que les oppresseurs massacrent les opprimés après chaque révolte ? Voilà ce que nous proposent les partisans de la non-violence ?

Certainement pas. Il faut savoir que la non-violence n'est ni la passivité, ni la résignation. La non-violence est indissociable de la résistance. Elle possède une double signification, chacune d'entre elle étant indissociable de l'autre : refus de la violence d'une part, méthode pour agir contre la violence d'autre part. La non-violence ne se limite pas à ne pas user de la violence, elle consiste réellement à combattre la violence, mais sans recourir à elle. Ce malentendu sur la signification réelle de la non-violence provient probablement du choix d'un terme négateur pour le désigner qui fait oublier que le concept de non-violence ne se définit pas exclusivement de manière négative (sans violence). Cette remarque vaut également pour le mot anarchie (an-arkhia = sans arkhé,

ses ennemis ni criminel envers des criminels, et d'autant moins parce que les criminels sont en premier lieu des victimes de la société. La révolution exige non seulement le renoncement de toute violence vis-à-vis des peuples et des classes, mais aussi vis-à-vis des individus." (Pour vaincre sans violence, p.127).

sans commandement), défini par une négation, qui fait oublier que le projet anarchiste ne se limite pas à la suppression de l'État (et de toute structure autoritaire) mais s'accompagne de son remplacement par une société organisée sans autorité, sans domination⁴. Sans cette double signification, l'anarchisme serait stérile, voire malsain, car purement nihiliste et destructeur, alors que l'anarchisme consiste avant tout en la construction d'alternatives (libertaires) à la société autoritaire.

Pour en revenir à la non-violence et bien préciser qu'elle n'est certainement pas passive mais est au contraire un combat, il est bon de souligner que la désobéissance civile, la non-collaboration, la grève, y sont en fait des agressions. Le point d'appui de la non-violence est la conscience morale de l'agresseur ou du moins du public qui l'entoure. La non-violence exerce des sévices mais ils sont d'ordre moral, la non-violence est une arme, mais la seule arme humaniste qui soit, parce qu'elle rend plus humains à la fois ceux qui la manient et ceux qui en subissent le choc.

2. Avec leurs grands principes moraux, les non-violents osent condamner ceux qui ont pris les armes pour se défendre de l'oppression, ils ignorent complètement qu'il n'y a parfois pas d'autre choix que la violence et ils ne savent pas reconnaître la différence de nature qu'il y a entre la violence de celui qui opprime et celle de celui qui veut se libérer de l'oppression.

Pas du tout, être partisan de la non-violence ne revient pas à condamner ceux qui n'ont trouvé que les armes pour tenter de se libérer. Il n'est pas question de mettre dos à dos oppresseurs et opprimés, ni d'ériger la non-violence en

⁴ Certains anarchistes s'y sont d'ailleurs eux-mêmes trompés et en sont arrivés à nier toute forme d'organisation. Vers la fin du siècle dernier, Malatesta défendait l'organisation et la "société" contre les anti-organisateurs (à ne pas confondre avec les individualistes). Le phénomène provenait du fait que le mouvement anarchiste avait commencé comme réaction contre l'esprit d'autorité dominant; "il était naturel, par conséquent, que nombre d'anarchistes soient hypnotisés par cette lutte contre l'autorité et que, croyant, à cause de l'influence de l'éducation autoritaire qu'ils avaient reçue, que l'autorité est l'âme même de l'organisation sociale, pour combattre celle-là, il fallait combattre et nier celle-ci". Ce qui est absurde puisque "Anarchie signifie société organisée sans autorité, entendant par autorité la faculté d'imposer la volonté propre (...) Selon nous, l'autorité non seulement n'est pas nécessaire à l'organisation sociale, mais, au lieu de lui en être bénéfique, elle vit d'elle comme un parasite (...) Nous le croyons ainsi et c'est pour cela que nous sommes anarchistes, car si nous croyions qu'il ne peut pas y avoir d'organisation sans autorité, nous serions autoritaires, car nous préfererions l'autorité qui obstrue et assombrit la vie à la désorganisation qui la rend impossible" (Luigi Fabbri, Malatesta, pp 313-314).

absolu. La non-violence n'est pas une forme de puritanisme moral qui jetterait l'anathème sur toute personne usant de la violence, dans quelque circonstance que ce soit. Par exemple, pour Gandhi, alors que toute violence était « *mauvaise et devait être condamnée dans l'abstrait* », il était important de distinguer ses formes variées et le contexte de ses apparitions. La violence défensive était moralement supérieure à celle offensive, la violence spontanée était supérieure à la violence préméditée, la violence de groupes longtemps ignorés manquant de la capacité d'action concertée était plus "compréhensible" que celle de ceux disposant de l'opportunité de participer à la vie politique et de développer une force organisationnelle; la non-violence était infiniment supérieure à la violence, mais cette dernière était infiniment supérieure à la lâcheté. Il disait aussi que la violence avait au moins certains effets dissuasifs et était capable de réduire la fréquence de la violence, alors que les lâches nourrissaient seulement l'appétit des brutes.

La non-violence plaide en faveur d'alternatives au recours à la violence, il existe d'autres moyens de résistance que la violence, et ceux-ci sont même souvent très efficaces. Dans la troisième partie, je présente quelques arguments en faveur de cette efficacité sur un plan purement pragmatique. À ce propos, il est bon de remarquer que si la non-violence a prouvé son efficacité comme moyen de résistance à la répression, même sous des régimes dictatoriaux, le cas de l'extermination oblige à une réflexion sur les limites de l'action non-violente. En effet :

« Réprimer une population ce n'est pas vouloir l'anéantir. La répression a généralement pour but de rendre plus facile l'exploitation d'un groupe ou d'une société, au pire sa mise en esclavage, jamais son extermination. Si l'action non-violente peut, face à la répression, disposer d'une marge de manœuvre, c'est parce que celui qui réprime conserve l'intention d'utiliser celui qui est réprimé. L'extermination est un processus d'une toute autre nature, répondant à des considérations idéologiques et non économiques : on ne peut exploiter ce qu'on détruit. » (C. Mellon et J. Semelin, *La non-violence*, p.94)

Cette remarque montre bien qu'il ne s'agit pas de considérer la non-violence comme un absolu mais comme une alternative à la violence et tout ce qui en découle.